

**RAPPORT N° 2022/2-10
au Bureau de la Communauté
en séance du vendredi 08 Avril 2022**

OBJET :

MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICE, A BONS DE COMMANDE- COLLECTE DES DEPOTS SAUVAGES SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR - AUTORISATION DE SIGNER UNE DECISION DE POURSUIVRE AU MARCHE 20/123 POUR LE LOT N° 3

Nonobstant une gestion rigoureuse des déchets ménagers et assimilées via les prestations diverses de collecte régulière de déchets, la CINOR a étoffé son dispositif par un volet curatif, en ayant la possibilité d'être réactif sur la résorption des dépôts sauvages, de manière complémentaire aux actions de nos communes-membres.

A cette fin, la CINOR a lancé un appel d'offres pour se doter d'un marché, à bons de commande, décomposé en trois (3) lots :

- Lot n°1 : Collecte des dépôts sauvages au moyen d'un camion grappin sur le territoire de la CINOR, notifié le 11/06/2020 à Citéva avec un démarrage le 17/08/2020 pour une durée de 36 mois (fin du marché le 16/08/2023), pour un montant maximum de 80 000 €HT
- Lot 2 : Collecte des dépôts sauvages au moyen d'une benne-tasseuse sur le territoire de la CINOR, notifié le 09/07/2020 à Citéva avec un démarrage le 09/07/2020 pour une durée de 36 mois (fin du marché le 08/07/2023), pour un montant maximum de 80 000 €HT
- Lot 3 : Collecte des dépôts sauvages au moyen d'un camion plateau sur le territoire de la CINOR, notifié le 11/06/2020 à Loca Btp Kichenin avec un démarrage le 16/07/2020 pour une durée de 36 mois (fin du marché le 15/07/2023), pour un montant maximum de 100 000 €HT

Suite à l'atteinte prématurée du montant maximum du lot n°3 à prix unitaires, et dans l'attente de l'aboutissement de la procédure d'attribution du nouveau marché, il convient de veiller à la continuité du service pour la collecte des dépôts sauvages au moyen d'un camion plateau sur le territoire de la CINOR, par la notification au prestataire, d'une décision de poursuivre pour le lot 3 qui a pour objet d'augmenter le montant prévisionnel du marché pour permettre l'exécution des prestations jusqu'au 10/11/2022, date prévisionnelle de démarrage du nouveau marché.

Le montant des prestations pour ces 8 prochains mois est évalué à 25 000 € HT (En effet, dans le CCAP, à l'article 4.7-OPTIONS 3, il était clairement prévu les dispositions suivantes : la poursuite de l'exécution des prestations pourra être effectuée par avenant ou être décidée unilatéralement par le Pouvoir adjudicateur (décision de poursuivre), dans la limite de 25 % maximum d'augmentation du montant initial), établie sur la base de la consommation moyenne des 6 derniers mois. Le montant maximum du marché est donc porté à 125 000 € HT (montant maximum initial du marché = 100 000 € HT + montant décision de poursuivre n°1 = 25 000 € HT).

La prise en compte de cette décision de poursuivre induit une augmentation totale du montant du marché de 25 % par rapport à son montant maximum initial du contrat. Toutes les autres clauses du marché, non modifiées par la présente décision de poursuivre, demeurent applicables et inchangées.

Les dépenses correspondantes seront imputées au budget principal de la CINOR en section de fonctionnement/ chapitre 011/ compte 611.

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- Approuver la décision de poursuivre n°1 du marché collecte de dépôts sauvages sur la CINOR- Lot 3 : Collecte des dépôts sauvages au moyen d'un camion plateau sur le territoire de la CINOR, pour montant supplémentaire de 25 000 € HT, portant ainsi le montant maximal du marché à 125 000 € HT.
- M'autorise à signer cette décision de poursuivre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président
Maurice GIRONDE**

Accusé de réception en préfecture
N° 0179-2022-08-BC-2022-2-10-DE
Date de transmission : 14/04/2022
Date de réception en préfecture : 14/04/2022



**DECISION N° 2022/2-10
du Bureau de la Communauté
en séance du 08 Avril 2022**

OBJET :

MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICE, A BONS DE COMMANDE- COLLECTE DES DEPOTS SAUVAGES SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR - AUTORISATION DE SIGNER UNE DECISION DE POURSUIVRE AU MARCHE 20/123 POUR LE LOT N° 3

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article» (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2022/2-10 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver la décision de poursuivre n°1 du marché collecte de dépôts sauvages sur la CINOR- Lot 3 : Collecte des dépôts sauvages au moyen d'un camion plateau sur le territoire de la CINOR, pour montant supplémentaire de 25 000 € HT, portant ainsi le montant maximal du marché à 125 000 € HT.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer cette décision de poursuivre n°1 du marché collecte de dépôts sauvages sur la CINOR sur la CINOR- Lot 3 : Collecte des dépôts sauvages au moyen d'un camion plateau sur le territoire de la CINOR.

Nombre de votants : 15 (dont 2 procurations) Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

13 AVR 2022

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220408-BC2022-2-10-DE Date de télétransmission : 14/04/2022 Date de réception préfecture : 14/04/2022
--